

2 décembre 2019



FORMATION HUMAINE : LES GRANDS DEBATS DE L'ETHIQUE

Débat : La Gouvernance algorithmique

Laura DI ROLLO avec le travail de DIDIER Antonin, BAYOCK Johann et RENZI Paola

Cours et travaux supervisés par Mathieu GUILLERMIN

Question n°1 :

Serait-il bénéfique pour l'être humain, dans une société donnée, d'accepter de livrer une grande partie de ses données personnelles et administratives à un Etat qui se dote d'un système algorithmique puissant pour gouverner ?

La réponse spontanée des participants est globalement négative.

Les participants ont pointé que le fait de donner une « partie de nous-même » à un Etat, risquerait de poser des problèmes éthiques, et l'affaire Snowden le montre bien. En effet, le fait de partager ses données personnelles à l'Etat pourrait donner la possibilité à celui-ci de nous surveiller, de nous classer (comme en Chine par exemple), ce qui pourrait engendrer des discriminations. De plus, ce rassemblement de données pourrait permettre à l'Etat de prendre des décisions politiques (qui peuvent être bonnes toutefois). Le partage des données personnelles doit être un choix individuel et la question qui se pose ici est de savoir à quelles finalités elles seront utilisées. La question de la fiabilité est également remise en cause avec le risque de piratage de ces données qui ne seraient donc pas protégées face aux hackers.

Cependant, l'évolution de l'IA paraît aujourd'hui inévitable. Il faudrait que cette évolution se fasse progressivement pour permettre à l'homme de garder le contrôle sur l'algorithme qui gère les données. Le partage des données personnelles, utilisé à bon escient, pourrait se révéler pratique, et cela pourrait se traduire par des avancées en médecine ou encore permettre un ciblage de publicité pertinent qui intéresserait le consommateur (ce qui existe déjà), bien que cela amène à considérer les données personnelles comme un produit commercial. L'usage qu'il sera fait des données personnelles apparaît donc comme étant l'enjeu majeur. D'autant plus qu'aujourd'hui, il est impossible d'effacer toutes ses données personnelles qui restent stockées dans de nombreuses bases de données étatiques ou non.

Les participants ne pensent pas que cela puisse être bénéfique de partager ses données personnelles bien que cette opinion puisse être nuancée, car on ne sait pas comment ces données pourront être utilisées. Cependant, ils restent lucides sur le fait qu'on partage aujourd'hui un grand nombre de données bien que ce partage ne soit pas toujours consenti ou qu'il soit fait avec conscience pour de nombreuses personnes. Dans le futur, avec le développement des technologies numériques, on sera amenés voire forcés de partager toujours plus de données que ce soit avec un Etat ou avec une entreprise. Il y a donc une vraie préoccupation à avoir concernant un usage éthique des données personnelles.

Question n°2 :

Est-il pertinent pour un Etat, comme l'Etat français, de se doter d'une IA forte, pour offrir une gouvernance plus fluide, proche du citoyen, et moins sujette à l'erreur et la lenteur de service sous contrôle humain ?

Pour les participants, la question de l'intelligence artificielle forte reste un fantasme aujourd'hui tant il paraît peu probable d'avoir dans les décennies qui arrivent une IA forte capable de gouverner.

Cette question engendre davantage d'autres questions que de réponses de la part des participants. Quelle sera la forme de cette IA forte, un cerveau de silicium ? un codage complexe ? et à quoi cela amènerait-il ? à une nouvelle forme d'humanité ? Est-ce qu'il y a un risque pour l'humanité ? Que se passerait-il en cas d'erreur monumentale de la part des machines ? Est-ce que l'humanité sera dépassée ? Comment l'IA sera utilisée ? Comment conciliera-t-elle les divergences d'opinions ? Comment et par qui sera codée l'IA ?

Si une IA forte peut nous gouverner, il serait nécessaire de faire plusieurs tests de celle-ci en amont afin de pouvoir définir sa participation en politique. Le codage de l'IA sera sûrement complexe, car il faudra faire attention à la discrimination et faire en sorte que cette IA comprenne la notion d'équité, une notion subjective qui semble difficile à programmer. La notion d'éthique risque de disparaître, l'IA sera codée à partir de 0-1 donc « oui » ou « non », il n'y aura pas de « oui mais... ». Les notions de politique et de justice pourraient disparaître elles aussi, il n'y aurait plus d'élu, peut-être plus de démocratie ni de pluralité. L'homme deviendrait peut-être un robot dénué de réflexion et d'esprit critique qui se laisserait gouverner par une application.

Il paraît néanmoins peu crédible de voir une IA forte nous gouverner demain. L'être humain déteste l'incertitude, il veut toujours avoir le contrôle des choses, on peut imaginer qu'il ne voudra pas déléguer totalement le pouvoir à une IA sans pouvoir en garder le contrôle. Contrairement à l'homme, l'IA rendrait des avis objectifs sur des situations où l'homme n'en est pas capable, elle pourrait même définir les notions de Bien et de Mal d'une manière objective. Le niveau de civilisation actuelle de l'humanité selon l'échelle de Kardachev (civilisation de type I, II ou III) serait à 0,7, ce qui nous montre que la possibilité qu'une IA forte nous gouverne est très peu envisageable, et il faudrait attendre plusieurs siècles pour la voir apparaître.

Cette question a donc engendré d'autres questions, mais des pistes de réponses intéressantes ont tout de même été avancées lors de ce débat. Aujourd'hui, il est important de relever que les croyances concernant l'IA sont plus présentes que les connaissances dont nous pouvons disposer. Il y aurait donc beaucoup d'apriori, et on jouerait aussi sur les peurs. La question reste ouverte et il est possible d'imaginer beaucoup de scénarios, d'une IA bienveillante à une IA qui extermine l'humanité, d'une IA au service de la démocratie à une IA favorisant un régime totalitaire....

